



Assemblée générale

Distr. générale
3 mars 2008
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Bermudes

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités	1–4	3
II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques	5–15	4
III. Budget	16–19	5
IV. Situation économique	20–44	6
A. Généralités	20–22	6
B. Services financiers	23–28	7
C. Tourisme	29–32	8
D. Construction	33–35	8
E. Transports et communications	36–44	9
V. Situation sociale	45–77	11
A. Généralités	45–48	11
B. Emploi	49–55	11
C. Enseignement	56–60	12
D. Santé	61–64	13
E. Droits de l'homme et questions connexes	65–67	14
F. Criminalité	68–73	15
G. Environnement	74–77	16



VI.	Questions militaires.....	78	16
VII.	Relations avec les organisations et les partenaires internationaux	79–80	17
VIII.	Statut futur du territoire	81–84	17
	A. Position du gouvernement du territoire.....	81	17
	B. Position de la Puissance administrante	82–83	17
	C. Décisions prises par l'Assemblée générale.....	84	18

I. Généralités

1. Les Bermudes sont un territoire non autonome administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Elles sont situées dans la partie occidentale de l'océan Atlantique, à 917 kilomètres environ à l'est des côtes du continent le plus proche, celles de la Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). Leur territoire s'étend sur une superficie totale de 57 kilomètres carrés et se compose de 8 îles principales et de 130 autres de plus petite taille. Great Island, aussi appelée Main Island, est la plus grande. Hamilton, la capitale, et St. George sont les deux villes les plus importantes.

2. Découvertes par le navigateur espagnol Juan de Bermúdez en 1505, les Bermudes sont restées inhabitées jusqu'à ce qu'un groupe de colons anglais s'y installe en 1609. L'année suivante, en 1610, les premiers esclaves ont été amenés aux Bermudes pour travailler dans les exploitations agricoles et pêcher des perles. Les îles ont d'abord été régies par la charte de la Compagnie de Virginie et des compagnies qui lui ont succédé, avant de devenir en 1964, une colonie de la Couronne britannique. Le Parlement s'est réuni pour la première fois en 1620 après que la Couronne eut octroyé à la colonie un certain degré d'autonomie. En 1968, les Bermudes ont obtenu l'autonomie interne et se sont dotées d'une nouvelle Constitution. Un référendum sur la question de l'indépendance a été organisé en 1995. Le taux de participation a été de 58,8 %, ce qui est peu élevé pour les Bermudes, et 73,6 % des votants se sont prononcés contre l'indépendance. Le parti de l'opposition de l'époque avait appelé les partisans de l'indépendance à boycotter le référendum, considérant que la question devait être réglée par des élections générales.

3. En 2007, la population des Bermudes était estimée à 68 500 habitants¹ (62 059 habitants recensés en 2000). Les Noirs représentent 55 % de la population, les Blancs 34 % et les métis et les personnes d'autres origines raciales 11 %. Le taux d'accroissement démographique est de 0,58 % par an et les taux de natalité et de mortalité sont de 11,26 et 7,84 pour 1 000, respectivement². Le territoire est au troisième rang dans le monde, par la densité de sa population – environ 1 500 habitants au kilomètre carré – et la totalité de sa population réside en zone urbaine¹.

4. La loi sur les territoires britanniques d'outre-mer, entrée en vigueur en 2002, octroie la nationalité britannique aux habitants de ces territoires, dont les Bermudiens. En vertu de cette loi, les citoyens des Bermudes peuvent obtenir un passeport britannique et travailler dans les pays membres de l'Union européenne.

Note : Les renseignements figurant dans le présent document sont tirés de publications, notamment du gouvernement du territoire, ainsi que d'éléments d'information communiqués au Secrétaire général par la Puissance administrante, en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

¹ Statistiques fournies par le Gouvernement des Bermudes, 4 février 2008, bermuda-online.org/bdagovt.htm.

² Central Intelligence Agency (CIA), *The World Factbook* <https://www.cia.gov>.

II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques

5. La Constitution des Bermudes, adoptée en 1968, a été modifiée en 1973, 1979, 1989, 2001 et 2003. Le Gouverneur (et commandant en chef) est nommé par le Royaume-Uni, après consultation avec le Premier Ministre du territoire. Il est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police. Le Gouverneur actuel, Sir Richard Gozney, a pris ses fonctions en décembre 2007³.

6. Les Bermudes ont un régime parlementaire. Le Gouvernement comprend un gouverneur, un vice-gouverneur, un cabinet et un parlement bicaméral composé de l'Assemblée, qui compte 36 membres élus au suffrage direct pour un mandat de cinq ans, et du Sénat, qui compte 11 membres désignés de la façon suivante : le Gouverneur nomme cinq membres sur recommandation du Premier Ministre, trois sur recommandation du chef de l'opposition et trois à sa discrétion. Le Gouverneur désigne en tant que Premier Ministre le membre de l'Assemblée qui lui semble avoir les meilleures chances d'être investi de la confiance des autres membres. Le Premier Ministre préside un cabinet comprenant au maximum 14 membres du Parlement⁴.

7. Le système juridique des Bermudes repose sur la *common law* et les principes de l'*equity* anglais, sur le droit écrit anglais (en vigueur depuis 1612) et sur les lois adoptées depuis par le Parlement des Bermudes. L'appareil judiciaire est indépendant du Gouvernement et ses membres ne sont pas élus mais nommés sur avis du *Chief Justice*. Il existe trois instances : le Tribunal d'instance, la Cour suprême et la Cour d'appel.

8. Le territoire compte deux partis politiques officiels. Le Progressive Labour Party (PLP), créé en 1963 par la majorité noire et le United Bermuda Party (UBP), créé en 1964, en majorité par la population blanche⁴.

9. Lors des élections générales de 1998, le PLP a devancé l'UBP et a accédé pour la première fois au pouvoir depuis la création du système des partis, 30 ans plus tôt, en 1968. Le PLP a obtenu un deuxième mandat de cinq ans en 2003. Le Premier Ministre actuel, Ewart Frederick Brown, est entré en fonctions le 30 octobre 2006, après avoir été élu chef du PLP, remplaçant Alexander Scott dans ces deux qualités. Lors des dernières élections générales, tenues le 18 décembre 2007, M. Brown a été réélu Premier Ministre des Bermudes, le PLP ayant obtenu 22 sièges sur 36 à l'Assemblée. Les prochaines élections générales se tiendront en 2012.

10. Pour pouvoir voter lors des élections et des référendums, il faut avoir 18 ans révolus et être Bermudien de naissance ou par naturalisation, ou être établi de longue date aux Bermudes, citoyen du Commonwealth britannique et inscrit sur les listes électorales chaque année depuis 1979. Selon la Puissance administrante, lors des dernières élections générales, en 2007, le nombre d'électeurs inscrits était d'environ 42 304, ce qui représentait près de 66 % de la population totale et 3 000 électeurs de plus qu'en 2004. Le taux de participation a été d'environ 76 %, avec 32 028 votants.

³ *The Royal Gazette*, 28 janvier 2008, www.royalgazette.com.

⁴ Informations transmises par la Puissance administrante, 11 janvier 2007.

11. Dans une grande mesure, les divisions raciales aux Bermudes continuent de jouer dans l'appui ou l'opposition à l'indépendance et dans le mode de consultation proposé. Le PLP voudrait que la question de l'indépendance soit réglée dans le cadre d'une élection, alors que l'UBP, qui est dans l'opposition, préfère le recours à un référendum, comme cela a été fait dans le passé.

12. Comme rapporté précédemment, la Commission pour l'indépendance des Bermudes, créée en décembre 2004, a publié un rapport officiel en août 2005⁵. S'agissant du recours soit à des élections générales soit à un référendum pour consulter la population au sujet de l'indépendance, la Commission a conclu qu'il incombe aux deux partis politiques de faire connaître les mérites respectifs de chaque méthode.

13. En novembre 2005, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire aux Bermudes (Discours du Trône), le Gouverneur a énoncé la position officielle à savoir que l'indépendance était une progression naturelle pour un territoire parvenu à maturité comme les Bermudes.

14. L'année suivante, en novembre 2006, le Gouverneur a déclaré que les Bermudes étaient un cas à part, avancées sur le plan constitutionnel, saines sur le plan économique et stables sur le plan politique⁶. Dans le courant de la même année, le Premier Ministre a déclaré que l'indépendance n'était pas un thème d'actualité brûlante, même s'il était toujours à l'ordre du jour⁷. Le Gouverneur n'a pas mentionné la question de l'indépendance dans son discours du Trône de 2007 ni dans celui de 2008.

15. D'après un sondage effectué en juin 2007 par un journal bermudien, *The Royal Gazette*, le pourcentage de Bermudiens favorables à l'indépendance n'avait jamais été aussi élevé. Il était de 34,7 %, soit 12 points de plus que lors d'un sondage effectué en mars 2007. Avant le sondage de juin 2007, la plus forte proportion de personnes en faveur de l'indépendance avait été enregistrée en août 2005 (28 %), immédiatement après que la Commission pour l'indépendance des Bermudes a commencé ses travaux pour informer la population des avantages et des inconvénients de l'indépendance. Le sondage de juin 2007 a également montré que la proportion de personnes opposées à l'indépendance avait diminué et atteint son niveau le plus bas, soit 54,7 %. Sur l'ensemble des personnes interrogées, 10,6 % n'avaient pas d'opinion⁸.

III. Budget

16. L'exercice budgétaire aux Bermudes commence en avril. Dans son discours de présentation du budget de l'exercice 2008/09, le Ministre des finances indique que le montant total du budget du Gouvernement du territoire a été fixé à 1,1 milliard de dollars des États-Unis⁹. Le budget prévu pour le financement de services publics essentiels (enseignement, santé, logement, maintien de l'ordre, transports, gestion

⁵ *Report of the Bermuda Independence Commission*, août 2005.

⁶ Discours du Trône 2006, www.bermudasun.bm, 3 novembre 2006.

⁷ www.theroyalgazette.com, 30 novembre 2006.

⁸ *Ibid.*, 4 juin 2007.

⁹ Déclaration budgétaire, 2008/09, www.gov.bm. 15 février 2008.

des déchets, etc.) est de 932 millions de dollars et le budget d'équipement de 155 millions de dollars (contre 141 millions de dollars en 2007/08)¹⁰.

17. Le montant des recettes publiques pour l'exercice 2008/09 est estimé à 985 millions de dollars, soit une augmentation de 7,5 % environ par rapport aux prévisions de recettes de 2007/08 (917 millions de dollars). Les recettes proviendront principalement des droits de douanes (259,7 millions de dollars), des cotisations sociales (335,5 millions de dollars) et de l'impôt foncier (45 millions de dollars)⁹. Les revenus additionnels nécessaires proviendront en partie de l'augmentation des droits et redevances, notamment des droits sur les véhicules, et du relèvement d'un certain nombre de taux, dont certains n'ont pas augmenté depuis 2001.

18. Les dépenses s'élèveront à 1 milliard 81 millions de dollars, dont 155,1 millions pour la main-d'œuvre, les affaires intérieures et le logement, 151,4 millions pour la santé et 143 millions pour l'enseignement⁹.

19. Le Ministre des finances a également indiqué que les chiffres officiels les plus récents confirmaient que 2006 avait été une année particulièrement bonne, le taux de croissance ayant atteint 5,4 %, soit le meilleur résultat obtenu depuis 10 ans. D'après les indicateurs économiques (emploi, nombre de visiteurs, sommes dépensées par ceux-ci, taux de croissance des sociétés internationales et excédent de la balance des paiements), 2007 a été une autre année de forte croissance. La balance des paiements dégageait un excédent cumulé de 829 millions de dollars sur les trois premiers trimestres de 2007, ce qui représente une augmentation de 5 à 6 % sur l'année. Les bons résultats de la balance extérieure s'expliquaient par la croissance soutenue des sociétés internationales, le marché bermudien continuant à attirer de nouveaux capitaux.

IV. Situation économique

A. Généralités

20. La devise officielle est le dollar des Bermudes, qui est indexé sur le dollar des États-Unis à parité¹¹. En 2008/09, le produit intérieur brut (PIB) des Bermudes devrait, selon les estimations, atteindre 6 milliards de dollars⁹, contre 4 milliard 680 millions en 2006, et le PIB par habitant, l'un des plus élevés du monde, devrait s'établir à 83 935 dollars en 2008 (76 400 dollars en 2005)¹². Le taux de croissance du PIB devrait se situer entre 2,5 et 3 % en 2008⁹.

21. Selon la Puissance administrante, le Gouvernement du territoire a continué de recevoir des rapports positifs des agences de notations financières externes pour ce qui est de sa gestion économique. En août 2006, Fitch Ratings a relevé de « AA » à « AA+ » la note de défaut émetteur des Bermudes pour les émissions en devises à long terme. Cette notation a été confirmée en septembre 2007 et Fitch Ratings estime que la situation à cet égard devrait demeurer stable. Le plafond a également été relevé, de « AA+ » à « AAA ». Le rapport 2006 a confirmé les points forts des

¹⁰ Déclaration budgétaire, 2007/08, www.gov.bm, 16 février 2007; et www.bermudasun.org, 16 février 2007.

¹¹ www.bermudasun.org, 27 février 2007; et www.eiu.com, 1^{er} janvier 2007.

¹² <http://www.bermuda-online.org/economy.htm>, 5 février 2008.

Bermudes : système politique arrivé à maturation, climat macroéconomique stable, dette publique limitée, revenu par habitant élevé et communauté internationale des affaires dynamiques. Cependant, on y relève aussi que les Bermudes sont une petite économie ouverte, vulnérable aux chocs externes et sensible aux pressions réglementaires internationales⁴.

22. Dans sa déclaration¹⁰, le Ministre des finances a affirmé que le Gouvernement du territoire avait constamment reçu d'excellentes évaluations de la part des principales agences de notation financières, pour ce qui était de la gestion de la dette et de la gestion économique globale.

B. Services financiers

23. Les Bermudes sont l'un des principaux centres financiers et commerciaux offshore de la planète et se classent aux premiers rangs mondiaux du secteur de l'assurance et de la réassurance à grande échelle. Il n'existe pas de banque centrale sur le territoire. L'activité des banques et des sociétés fiduciaires est régie par la Bermuda Monetary Authority.

24. Les services financiers ont continué d'être les principaux facteurs de croissance de l'économie nationale. C'est le cas en particulier du secteur des sociétés internationales, qui a enregistré un taux de croissance de 4 % en 2007.

25. La réputation des Bermudes tient à plusieurs facteurs : un climat économique stable, des gestionnaires et des assureurs expérimentés, des antécédents de versement des indemnités dans les délais et un cadre réglementaire très performant et très adaptable. Ces particularités continuent d'attirer sur l'île des entreprises sérieuses.

26. En comparant les différents secteurs, on constate que le secteur des entreprises internationales est la principale source d'emplois du territoire et permet au Gouvernement d'enregistrer des recettes considérables. Sa présence a également un effet positif sur les revenus en devises⁴.

27. Selon les données les plus récentes, les Bermudes comptent plus de 16 000 sociétés internationales, 2 551 sociétés locales, 420 sociétés en partenariat avec l'étranger et 840 autres entreprises non résidentes, dont beaucoup ont une dimension internationale¹³.

28. En novembre 2007, la Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes du Royaume-Uni a entrepris une étude approfondie des 14 territoires d'outre-mer britanniques, qui portera sur les normes de gouvernance, de transparence et de responsabilité, le rôle des gouverneurs et la réglementation du secteur financier¹⁴. Les Bermudes doivent être examinées en mars 2008¹⁵.

¹³ <http://www.bermuda-online.org/intbiz.htm>.

¹⁴ www.theroyalgazette.com, 17 octobre 2007.

¹⁵ Ibid., 31 janvier 2008.

C. Tourisme

29. D'après le budget pour 2008/09, le nombre de touristes ayant augmenté de 4 % en 2007, les sommes qu'ils ont dépensées sur l'île ont elles aussi augmenté⁹.

30. En 2006, un forum mondial ayant réuni 100 des principaux chefs d'entreprises touristiques dans le monde a prédit que la demande suscitée par l'industrie du tourisme aux Bermudes devrait doubler d'ici à 2016 pour générer des recettes de 2 milliards de dollars, et que le nombre d'emplois dans le secteur des voyages et du tourisme passerait de 7 000 en 2006 à 10 000 en 2016¹⁶.

31. Sur les trois premiers trimestres de 2007, le nombre de touristes arrivés par avion a été de 243 294, soit une augmentation de 2,8 % par rapport à la même période en 2006, et le nombre de touristes arrivés par navires de croisière a été de 551 511, soit une augmentation de 5,2 %.

32. En 2008/09, une étude hydrographique des chenaux et voies d'accès maritimes sera réalisée parallèlement à la construction d'un deuxième quai pour les navires de croisière au Royal Naval Dockyard, afin de planifier le développement du secteur des croisières.

D. Construction

33. Le bâtiment, qui avait connu une robuste croissance les années précédentes, est l'un des rares secteurs qui ait enregistré une diminution du nombre d'emplois en 2007⁹. Les locaux commerciaux et les résidences de luxe, ainsi que les immeubles de bureaux à Hamilton, la capitale, restent les principaux moteurs de l'activité dans ce secteur, du fait des besoins en bureaux et en locaux commerciaux des entreprises internationales et des entreprises du secteur financier.

34. Le Ministère de la sécurité publique et du logement dispose d'un budget de 155,1 millions de dollars pour la période 2008/09, qui servira à financer des logements à prix abordable. D'après la Puissance administrante, pour résoudre le problème des sans-abri, le gouvernement du territoire a lancé, ces dernières années, une campagne d'achat et de rénovation d'anciennes propriétés pour qu'elles puissent être de nouveau habitables; introduit des logements locatifs adaptés aux revenus; et encouragé la vente d'habitations en viager à prix réduits⁴.

35. Les Bermudiens moins favorisés continuent de souffrir du manque de logements abordables. Depuis 2007, selon la Puissance administrante, le Gouvernement s'emploie, avec le secteur privé, à trouver des moyens de financer progressivement de nouveaux logements et à encourager les propriétaires bermudiens à remettre en état les maisons abandonnées et les appartements vides en vue de les mettre en vente ou en location¹⁷. À partir de 2008, le Gouvernement encouragera les promoteurs immobiliers privés à construire des logements à loyer modéré en leur accordant des exonérations douanières⁹.

¹⁶ Ibid., 27 juin 2006.

¹⁷ Renseignements communiqués par la Puissance administrante, le 9 janvier 2008.

E. Transports et communications

36. Les Bermudes sont dotées de systèmes de transport et de télécommunications d'excellente qualité. Elles sont desservies par un réseau d'environ 225 kilomètres de routes goudronnées et 400 kilomètres de routes privées (voir également A/AC.109/2006/6, par. 25). Les Bermudes ont également l'une des circulations routières les plus denses du monde, avec une centaine de véhicules par kilomètre de route goudronnée¹⁸.

37. En 2007, les immatriculations de véhicules et les licences ont constitué l'une des principales sources de revenus du gouvernement du territoire, avec 27 777 442 millions de dollars de recettes. L'interdiction de posséder plus d'une voiture par ménage et l'interdiction de la location automobile font que les Bermudes se sont dotées d'un réseau de transports en commun excellent et très fréquenté. Le Gouvernement a récemment annoncé qu'il avait l'intention d'instituer progressivement la gratuité des transports par autobus et par bac pour les Bermudiens⁹. En 2007, il a été décidé de fixer à 15 minutes maximum l'intervalle de temps entre les autobus sur les quatre principales lignes de l'île. Le service est assuré de 6 heures du matin à minuit pour décongestionner les routes et réduire dans la mesure du possible les risques de conduite en état d'ébriété¹⁰.

38. Le gouvernement du territoire estime que les transports maritimes sont essentiels au développement économique de l'île. En août 2006, le Gouvernement a pris livraison d'un bac de 350 places de type catamaran, qui permettra de relier directement Saint George, à l'extrémité orientale des Bermudes, à Hamilton, au centre de l'île principale, en évitant une vingtaine de kilomètres de routes¹⁹. En septembre 2007, les Bermudes ont réceptionné la sixième vedette qu'elles ont achetée depuis que le système de liaisons maritimes a été mis en place, en 1999²⁰. Ces bateaux ultramodernes accostent à des quais où sont prévus un stationnement, un abri et autres éléments de confort pour les passagers.

39. Les transports terrestres, maritimes et aériens, dont les autobus et les ferrys, relèvent du Ministère du tourisme et des transports du territoire, qui comprend huit départements. Le Ministère est aussi chargé des transports en commun privés, de la navigation maritime, des opérations aériennes, des licences et de l'immatriculation des véhicules, de l'aviation civile et de l'administration maritime. Il comprend par ailleurs un département du tourisme⁴.

40. Les Bermudes ont leurs propres agences de réglementation maritime et aérienne. Les Départements de l'aviation civile et de l'administration maritime tiennent des registres et ont une réputation de rigueur comparable à celles de leurs homologues en Grande-Bretagne et aux États-Unis⁴. L'informatisation des systèmes aéronautiques et d'enregistrement, qui sera achevée pendant l'exercice 2008/09, permettra de faire face à l'augmentation continue du nombre d'avions⁹.

41. L'aéroport international des Bermudes a fait l'objet d'importants travaux d'amélioration depuis 2000. De nombreux vols réguliers relient les Bermudes à plusieurs pays. Les travaux d'aménagement des pistes et des tabliers auxquels seront

¹⁸ « The Search for Clean Air »; rapport annuel de 2004 de la station de recherche biologique des Bermudes (www.bbsr.edu/pubs/ar04.html).

¹⁹ *Journal of the Maritime Industry*, www.professionalmariner.com, 22 mars 2007.

²⁰ www.theroyalgazette.com, 8 septembre 2007.

consacrés 7,5 millions de dollars se poursuivront en 2008/09⁹. Des vols commerciaux relient chaque jour les Bermudes à Boston, New York, Newark, Philadelphie, Toronto et Washington. En juin 2007, une compagnie aérienne à coûts réduits a ouvert une liaison bihebdomadaire entre les Bermudes et Londres Gatwick, et pendant l'été, d'autres compagnies viennent en renfort pour transporter des passagers en provenance d'autres pays²¹.

42. Dans le domaine des infrastructures de communication, le gouvernement du territoire s'emploie à trouver un créneau commercial qui ne serait pas une lourde charge pour les infrastructures des Bermudes. Il élabore actuellement un cadre réglementaire destiné à encourager les sociétés internationales de communication par satellite à choisir les Bermudes comme lieu d'élection pour leurs demandes concernant le réseau satellitaire²². Selon les informations fournies par la Puissance administrante, l'initiative de Réseau satellitaire des Bermudes a deux volets : la commercialisation des positions orbitales attribuées par l'Organisation des Nations Unies en 1983 et la mise en place d'une administration du réseau satellitaire. En ce qui concerne le premier volet, les Bermudes ont présenté une proposition à l'Union internationale des télécommunications, par l'intermédiaire du Royaume-Uni, en vue de modifier leur position orbitale primaire. Celle-ci a été délimitée de manière à desservir uniquement les Bermudes, mais comme elle n'est pas économiquement rentable pour un petit pays comme les Bermudes, il est proposé de la modifier de manière à ce qu'elle couvre aussi les États-Unis. Le projet bute sur des difficultés, car le Royaume-Uni a présenté, au nom d'un territoire dépendant de la Couronne, une proposition de création d'un réseau similaire, qui empièterait sur celui envisagé par les Bermudes.

43. Le deuxième volet de l'initiative – l'élaboration du cadre législatif pour l'administration de réseaux satellitaires – est bien avancé. Pour commencer, en décembre 2006, la loi britannique de 1986 sur l'espace extra-atmosphérique a été étendue aux Bermudes. Cette nouvelle disposition permet aux Bermudes d'accepter les demandes de licences pour le lancement de satellites adressées aux autorités du Royaume-Uni. Mais surtout, les Bermudes ont créé une administration chargée de réglementer le réseau satellitaire (Satellite Network Filing Administration), qui fixe le cadre réglementaire des notifications de réseaux satellitaires faites par l'intermédiaire des Bermudes. La réglementation relative à la notification et à la coordination des réseaux satellitaires est entrée en vigueur en novembre 2007. La dernière étape consistera à déterminer s'il serait possible de remettre en état une station de poursuite sur une petite partie d'un terrain que les États-Unis utilisaient dans les années 70 et 80 pour suivre les lancements des satellites. Un certain nombre d'opérateurs de satellites, qui en sont à un stade plus ou moins avancé dans l'analyse de la question, se montrent intéressés.

44. L'élaboration du projet de réforme du cadre réglementaire des télécommunications s'est poursuivie en 2007. D'autres consultations se sont tenues, pour recentrer les consultations précédentes et recueillir l'avis de la population. Le Ministère de l'énergie, des télécommunications et du cybercommerce a reçu un budget de 12,4 millions de dollars pour l'exercice 2008/09⁹.

²¹ Bermuda Airlines and Travel, www.bermuda.com/travelcenter, 21 février 2008.

²² Discours du Trône de 2008, 1^{er} février 2008, www.gov.bm.

V. Situation sociale

A. Généralités

45. Des inégalités socioéconomiques persistent aux Bermudes. D'après la Puissance administrante, le territoire continue de suivre de près la question de l'égalité raciale en publiant des statistiques sur la composition démographique de la main-d'œuvre, en agissant dans le domaine de l'enseignement et en élaborant de nouvelles lois⁴.

46. Le gouvernement du territoire a l'intention de lancer de nouveaux programmes pour aider les jeunes et les personnes âgées dans différents domaines : logement, éducation, soins de santé et qualité de vie. Des programmes destinés à lutter contre l'abus d'alcool et de drogues sont en cours d'élaboration. Ils s'inspireront de la stratégie nationale mise au point par le Département chargé de la lutte contre la toxicomanie. Le gouvernement du territoire compte également s'attaquer à la montée de la criminalité et instituer des programmes innovants pour améliorer les relations entre la population blanche et la population noire.

47. Le Ministère de la culture et de la réadaptation sociale a créé une équipe d'initiative interministérielle sur les questions sociales. D'après le Gouvernement, celle-ci a mis en place un système d'intervention immédiate à l'intention des familles dans le besoin, qui fonctionne bien. Pour l'exercice 2008/09, l'équipe a reçu un financement qui lui permettra d'aider 40 familles⁹.

48. Les besoins des personnes âgées seront l'un des principaux soucis des pouvoirs publics pour ce qui est des soins de santé publics et privés, la démographie évoluant vers une baisse de la natalité et un vieillissement de la population et de la main-d'œuvre⁴. Au cours de l'exercice 2008/09, le gouvernement du territoire compte augmenter les prestations de retraites de 5 % et la couverture des médicaments délivrés sur ordonnance de 6,75 % dans le cas des personnes âgées⁹. En 2007, les pensions des anciens combattants ont été considérablement revalorisées, passant de 400 à 800 dollars par mois, et la couverture maladie (soins médicaux et dentaires) a aussi été améliorée¹⁰. En 2008, dans son discours du Trône, le Gouverneur a annoncé que les soins de santé seraient gratuits pour les enfants de moins de 4 ans dont la famille remplit les conditions requises. Le gouvernement du territoire a affecté 1,5 million de dollars au programme de garderie d'enfants pour l'exercice 2008/09²².

B. Emploi

49. Les résultats préliminaires de l'enquête annuelle sur l'emploi montrent que les niveaux d'emploi avaient atteint un record en 2007. Le nombre total d'emplois était de 39 832 en 2007, contre 39 686 en 2006, soit une progression de moins de 0,5 % alors qu'elle avait été de 1,9 % en 2006. Selon les statistiques les plus récentes, les travailleurs expatriés représentaient 30 % environ de la main-d'œuvre. Le taux de chômage serait d'environ 3 %¹².

50. Les services financiers ont continué d'être les principaux moteurs de la croissance économique. Il en a été ainsi particulièrement du secteur des entreprises internationales qui, en enregistrant un taux de croissance de 4 %, ont créé 198 emplois. Le secteur immobilier, dans lequel le nombre d'emplois avait diminué

en 2006, a enregistré une reprise et occupe le deuxième rang pour ce qui est de la création d'emplois en 2007, avec 96 emplois créés. Les secteurs des services financiers et du commerce ont également enregistré une croissance en 2007. Le secteur public a connu une relative stabilité en 2007, avec un peu plus de 4 050 emplois. Contrairement aux autres secteurs, le bâtiment, le commerce de détail, les transports et les communications ainsi que les industries manufacturières ont tous enregistré une baisse du nombre d'emplois en 2007¹².

51. En 2008, le gouvernement du territoire continuera de s'employer à obtenir un marché du travail souple et adaptable, doté des incitations nécessaires pour encourager une formation suffisante et des possibilités de valorisation de la main-d'œuvre locale¹⁰. Par exemple, pour accroître les possibilités de formation et d'emploi des Bermudiens, le Gouvernement demandera aux employeurs d'engager dans certaines catégories d'emplois un nombre minimum de stagiaires ou d'apprentis pour être habilités à obtenir des permis de travail⁴.

52. Comme indiqué au paragraphe 49, en 2006, un tiers de la main-d'œuvre était constituée d'expatriés. Depuis avril 2007, des autorisations de séjour pour les travailleurs expatriés sont renouvelables pendant six ans. Au terme de cette période, les travailleurs étrangers doivent quitter le territoire pendant deux ans avant de pouvoir devenir à nouveau résidents. Cette politique vise à juguler la croissance de la population sur le long terme. Le territoire a vu en effet sa population grossir à partir du début des années 70, lorsque l'économie a commencé à connaître un essor⁴.

53. D'après la Puissance administrante, les enquêtes ont révélé que la majorité de la population noire estimait qu'elle était victime de discrimination raciale sur le lieu de travail, notamment dans les postes d'encadrement du secteur du commerce international, qui est dominé par les travailleurs blancs venus d'outre-mer. À cet égard, l'un des principaux outils du Gouvernement actuel est la réglementation exigeant de toute entreprise de plus de 10 salariés de communiquer sa composition démographique de manière détaillée, ainsi que des renseignements sur l'embauche, les licenciements, les promotions et les prestations⁴.

54. La Commission pour l'unité et l'égalité raciales effectue chaque année une enquête sur la main-d'œuvre. Les conclusions de l'enquête de 2006 confirment qu'il y a de fortes distorsions dans la main-d'œuvre bermudienne. Les Noirs, qui constituent 55 % de la population et de la main-d'œuvre, continuent d'être sous-représentés parmi les cadres et les dirigeants et dans la tranche de revenus correspondante, et d'être surreprésentés parmi les employés⁴.

55. Les mesures prises par le gouvernement du territoire pour améliorer la situation sont énoncées aux paragraphes 65 et 67 ci-après.

C. Enseignement

56. Aux Bermudes, la scolarité est obligatoire à partir de 5 ans et jusqu'à 16 ans et l'enseignement public est gratuit. Il existe des écoles privées. Le taux d'alphabétisation est élevé : 98 % des hommes et 99 % des femmes âgés de plus de 15 ans savent lire et écrire. Le réseau d'établissements publics comprend 2 établissements secondaires de deuxième cycle, 5 établissements secondaires de premier cycle, 18 écoles primaires, 12 écoles maternelles et 2 écoles

d'enseignement spécial. Les diplômés de l'enseignement secondaire sont préparés à poursuivre leurs études au Bermuda College ou dans des établissements étrangers, principalement au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Pour l'exercice 2008/09, le Ministère de l'éducation a été doté d'un budget de 143 millions de dollars⁹. Depuis 2007, le montant des frais de scolarité dans les universités anglaises est le même pour les citoyens des territoires d'outre-mer que pour les étudiants britanniques²³.

57. Comme rapporté précédemment (voir A/AC.109/2006/6, par. 34), le recensement de 2000 a révélé d'importantes disparités entre les élèves blancs, qui sont inscrits pour les trois quarts dans des écoles privées, et les élèves noirs, qui fréquentent les établissements publics. La baisse de niveau des établissements publics des Bermudes est fréquemment mentionnée dans les médias (on estime que la moitié seulement des élèves des écoles publiques obtiennent leur diplôme d'études secondaires)²⁴. Pour y remédier, le gouvernement du territoire a commandé, en février 2007, un rapport sur l'enseignement public. Les auteurs du rapport ont recommandé la création d'un Conseil intérimaire chargé de superviser la restructuration du système.

58. Les deux lycées offrent un grand choix de matières. Le diplôme de fin d'études secondaires – Bermuda School Certificate (BSC) – est délivré, après quatre ans, aux élèves qui ont obtenu 102 unités de valeur. Les lycées organisent des examens pour les élèves extérieurs à l'établissement et le Ministère prend en charge les coûts des examens dans les principales matières.

59. La filière technologique des lycées a été modifiée pour que les élèves suivent un enseignement technique. Les cours sont donnés par le National Centre for Construction Education and Research dont l'enseignement, par son contenu et les certificats sur lesquels il débouche, est mieux adapté et permet aux élèves qui le souhaitent de passer plus facilement au niveau supérieur, au Bermuda College.

60. Selon les renseignements fournis par la Puissance administrante, le Bermuda College est le principal établissement d'enseignement supérieur des Bermudes. Il est subventionné par le Gouvernement des Bermudes et dirigé par un conseil d'administration. En 2007, pour la première fois, une femme a été nommée à la tête de l'établissement. Pour fréquenter cet établissement, les étudiants doivent payer des frais de scolarité, mais il est prévu qu'à partir du mois de septembre 2008, les élèves issus des lycées du pays n'acquitteront plus ces droits s'ils s'inscrivent dans une discipline approuvée.

D. Santé

61. Les projections confirment deux grands phénomènes démographiques qui domineront aux Bermudes au cours des années futures : un vieillissement de la population et un faible taux de fécondité. L'espérance de vie à la naissance est de 80 ans pour les femmes et de 75 ans pour les hommes. Toutefois, comme rapporté précédemment, l'espérance de vie des Noirs est inférieure de près de quatre ans à

²³ www.fco.gov-uk, 23 novembre 2006, Lord Triesman, Ministre des territoires d'outre-mer, huitième réunion annuelle du Overseas Territories Consultative Council, les 21 et 22 novembre.

²⁴ *The Royal Gazette*, 25 novembre 2005.

celle des Blancs²⁵. Les projections démographiques indiquent que le taux de croissance annuelle tombera en dessous de 0,1 % d'ici à 2015 et qu'il sera négatif à partir de 2030⁴.

62. Comme rapporté précédemment (voir A/AC.109/2006/6, par. 36), il n'existe pas de régime d'assurance maladie universel financé par l'État, mais tous les travailleurs cotisent obligatoirement à une assurance pour soins hospitaliers, qu'ils soient salariés ou établis à leur compte. Néanmoins, quasiment tous les habitants sont assurés et certains le sont par plus d'un assureur. Les deux hôpitaux du territoire, le King Edward VII Memorial Hospital et le Mid-Atlantic Wellness Institute, sont administrés par le conseil hospitalier des Bermudes, un organisme public financé par l'État²⁶.

63. L'accès aux soins de santé à l'hôpital général n'est soumis à aucune restriction. Cependant, en 2007, le Gouvernement a fermé une clinique qui assurait des soins aux personnes non assurées ou insuffisamment couvertes. Les patients ont été pris en charge par un programme d'assurance santé public et ils s'adressent désormais à des médecins de ville. Le Département de l'assistance financière détermine si la personne remplit les conditions requises pour bénéficier de ce régime.

64. Pour l'exercice 2008/09, le Ministère de la santé a été doté d'un budget de 151,7 millions de dollars. Dans la présentation du budget, le Ministre des finances souligne que des services de soins de santé abordables et accessibles restent l'un des principaux sujets de préoccupation du gouvernement du territoire. La création de services d'urgence dans les régions orientale et occidentale devait répondre en partie à ce problème. Le Ministre a également indiqué qu'un service d'urgence, encore au stade de la conception, était prévu à Southside et que le gouvernement avait l'intention de créer « Futurecare » en 2009-2010, un programme destiné à aider les personnes âgées à bénéficier d'une couverture maladie.

E. Droits de l'homme et questions connexes

65. En 2008, une loi obligeant les employeurs à prouver qu'ils appliquent la politique et la stratégie en matière d'égalité des chances doit être adoptée. Elle permettra de renforcer les dispositions prises par la Commission pour l'unité et l'égalité raciales.

66. La Commission pour l'unité et l'égalité raciales a lancé des initiatives nationales de partenariat pour lutter contre le racisme et éliminer la discrimination raciale, au moyen de programmes financés par CURB (une ONG locale de lutte contre le racisme), et collaboré avec le Cabinet à la Bermuda Race Relations Initiative. La « Big Conversation » a permis aux Bermudiens d'aborder les questions des relations raciales deux fois par mois pendant la période mars-novembre 2007.

67. Une stratégie nationale a été proposée à partir des conclusions d'un certain nombre de rapports, dont celui de la Commission, intitulé « Strategy and Workforce Empowerment ». Elle institue un mécanisme de dialogue et de consultation et doit déboucher sur ce qui sera la position officielle des Bermudes en ce qui concerne la

²⁵ Marcelo Ramella, « Bermuda Health Systems and Services Profile », rapport à l'intention du Ministère de la santé et de la famille, avril 2005.

²⁶ Organisation panaméricaine de la santé, Bermuda country health profile, www.paho.org/english/sha/prfiber.htm.

question raciale et le racisme. La législation relative aux droits de l'homme est également en cours de révision.

F. Criminalité

68. Dans la présentation du budget pour 2008/09, le Ministre des finances a indiqué que les Bermudes avaient récemment connu une aggravation sans précédent de la délinquance. Face à cette évolution, des mesures sont prises pour assurer une plus grande présence de la police et anticiper les événements. Les Bermudes ont une force de police d'environ 450 agents à plein temps et de plusieurs centaines de réservistes à temps partiel. Le recrutement pose problème et le chef de la police et ses collaborateurs ont décidé que le recrutement sur place et à l'étranger était une priorité.

69. Dans le cadre des efforts visant à réduire le nombre de jeunes délinquants, le gouvernement du territoire étendra le programme « Mirrors », conçu pour aider les jeunes de 13 à 21 ans, à mettre leur énergie au service d'activités utiles. En 2007, un montant de 500 000 dollars a été consacré au programme, qui a été mis en œuvre par des responsables bien formés avec le concours d'une équipe de spécialistes. Il s'agit d'aider les jeunes délinquants à avoir une meilleure image d'eux-mêmes et de leur propre valeur, afin qu'ils puissent agir pour atteindre les objectifs qu'ils se seront fixés. Le programme sera élargi pour y inclure deux cours intensifs en internat grâce à l'octroi de 1 million de dollars supplémentaires pour l'exercice 2008/09⁹.

70. Selon les statistiques les plus récentes, en 2006, 2 637 délits au total ont été signalés : actes de violence, vols et cambriolages. À la fin du deuxième trimestre de 2007, 1 400 délits avaient été signalés²⁷. Le budget de la police a été augmenté de 10 %, passant à 62,8 millions de dollars pour l'exercice 2008/09. Ce crédit permettra notamment de financer des programmes et initiatives tels que ceux qui sont cités plus haut⁹. Le Ministère de la justice a été doté d'un budget de 24,9 millions de dollars pour la même période et un organisme de renseignement financier, nouvellement créé, a reçu des crédits budgétaires d'un montant de 500 000 dollars⁹.

71. Une initiative de lutte contre les gangs, lancée en 2006, continue d'être affinée et appliquée. Elle permettra de mieux comprendre l'étendue du problème aux Bermudes⁴.

72. Les Bermudes, comme d'autres destinations attrayantes, connaissent le problème des clandestins; il s'agit le plus souvent de visiteurs dont le permis de séjour est échu. D'après la Puissance administrante, la Section du contrôle du Département de l'immigration collabore étroitement avec les services de police des Bermudes pour appréhender les personnes en situation illégale. Une fois arrêtés, les clandestins sont expulsés et leur nom est inscrit sur une liste d'exclusion nationale. Les employeurs risquent une punition s'il s'avère qu'ils recrutent des personnes non munies d'un permis de travail ou s'ils autorisent leurs salariés à exécuter un travail qu'ils ne sont pas habilités à faire. Outre les sanctions prévues par la loi, les patrons qui emploient des individus dont la présence aux Bermudes est illégale risquent de se voir refuser l'octroi de permis de travail à l'avenir ou de se faire révoquer les permis qu'ils détiennent⁴.

²⁷ <http://www.bermudapolice.bm>.

73. En ce qui concerne la protection de l'enfance, le Parlement a adopté en décembre 2006 une loi portant modification du Code pénal visant à protéger les enfants contre l'exploitation à des fins sexuelles, notamment via l'Internet. La loi réprime la production, la possession et la distribution de matériel pornographique mettant en scène des enfants ou visant les enfants et l'utilisation d'Internet pour attirer des enfants.

G. Environnement

74. Dans le budget 2008/09, le Ministère de l'environnement et des sports a été doté d'un budget de 43,3 millions de dollars⁹. Selon le gouvernement du territoire, l'un des principaux objectifs du Ministère pendant l'exercice 2008/09 sera d'achever une étude de ses modes de fonctionnement et de la législation, le but étant d'accélérer le processus d'approbation du plan. Au cours de la période examinée, le Ministère a mis l'accent sur un certain nombre de grands projets de remise en état, notamment la réhabilitation des jardins botaniques de Paget et la restauration du Fort Sainte-Catherine, le plus important des 90 forts de l'île. Les jardins et le fort font partie du site de St. George, qui s'inscrit au patrimoine mondial de l'humanité.

75. Le Bermuda Turtle Project de protection des tortues des Bermudes a organisé en août 2007 le onzième programme annuel international sur la biologie et la protection des tortues marines. Dix pays y ont participé : Argentine, Bermudes, États-Unis, Portugal, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Saint-Vincent, Uruguay et République bolivarienne du Venezuela. Le projet doit son succès aux efforts qu'il ne cesse de faire pour contribuer à la formation de biologistes spécialistes des tortues dans cette région du monde.

76. Le Département de la planification du Ministère de l'environnement s'emploie à élaborer un nouveau plan de mise en valeur des Bermudes. Ce plan doit permettre de gérer efficacement l'environnement et les ressources des Bermudes, dans l'optique d'un développement durable. La stratégie de développement durable du Gouvernement, intitulée « Charting our course » et le plan de mise en œuvre constituent un cadre stratégique environnemental, économique et social qui devrait être au point début 2008.

77. En outre, le Ministère lancera en 2008 une nouvelle campagne en faveur du recyclage; une usine de dessalement par osmose inverse d'une capacité de près de 2 millions de litres par jour entrera en service au deuxième semestre de 2008; et les travaux de transformation de l'ancienne décharge de Old Marsh Folly en espace vert et en réserve naturelle se poursuivront⁹.

VI. Questions militaires

78. Les Bermudes disposent d'un régiment de défense constitué de 600 militaires à temps partiel. La population masculine adulte est soumise à la conscription et doit, pendant trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel⁴.

VII. Relations avec les organisations et les partenaires internationaux

79. Les Bermudes sont membre associé de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes. Le document E/2006/47 contient des renseignements sur les activités du système des Nations Unies concernant les Bermudes, notamment sur l'applicabilité des conventions et des recommandations internationales relatives à la main-d'œuvre.

80. Lors de la réunion de l'Overseas Territories Consultative Council (Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer, tenue à Londres les 4 et 5 décembre 2007, le Royaume-Uni et les territoires d'outre-mer représentés au Conseil, dont les Bermudes, sont convenus d'appliquer dès que possible, dans tous les territoires d'outre-mer, la Convention des Nations Unies contre la corruption. Ils ont également fixé à juin 2008 la date limite pour appliquer dans tous les territoires la Convention 182 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, et à décembre 2008 la date limite pour l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes²⁸.

VIII. Statut futur du territoire

A. Position du gouvernement du territoire

81. Les faits nouveaux concernant le statut futur des Bermudes figurent dans la section II ci-dessus.

B. Position de la Puissance administrante

82. Dans une déclaration faite le 11 octobre 2007, à la 5^e séance de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), lors de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale (voir A/C.4/62/SR.5), la représentante du Royaume-Uni a notamment déclaré que son gouvernement, en tant que Puissance administrante de 10 territoires non autonomes, apportait sans réserve appui et encouragement aux territoires qui souhaitaient devenir indépendants, lorsque l'option existait. Son gouvernement et les territoires d'outre-mer de son pays continuaient de progresser vers les objectifs communs qu'étaient la sécurité, la stabilité et le développement politique et économique durables, la démocratie, la bonne gouvernance et le respect du droit. Il examinait avec attention toutes les propositions d'amendement constitutionnels émanant de ces territoires.

83. Comme indiqué précédemment (voir A/AC.109/2007/3), dans une déclaration faite le 24 avril 2006, le Ministre britannique chargé des territoires d'outre-mer a fait le point des relations entre le Royaume-Uni et les territoires sept ans après la publication du Livre blanc de 1999 intitulé « Partnership for Progress and

²⁸ Informations fournies par la Puissance administrante le 9 janvier 2008; voir le communiqué de presse à l'adresse www.fco.gov.uk, 6 décembre 2007.

Prosperity : Britain and the Overseas Territories »²⁹. Le Royaume-Uni a déjà exposé sa position concernant d'autres formes de relations, conformément à la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale (ibid.).

C. Décisions prises par l'Assemblée générale

84. Le 17 décembre 2007, l'Assemblée générale a adopté, sans les avoir mises aux voix, les résolutions 62/118 A et B, en se fondant sur le rapport du Comité spécial³⁰ et après examen par la Quatrième Commission (A/62/412). La Section III de la résolution 62/118 B concerne les Bermudes. Aux termes des paragraphes de cette section, l'Assemblée générale :

« 1. *Souligne* l'importance du rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes de 2005, qui examine minutieusement les faits entourant l'indépendance, et regrette que les plans d'organisation des réunions publiques et de la présentation d'un Livre vert à la Chambre de l'Assemblée puis d'un Livre blanc exposant les propositions politiques en faveur de l'indépendance des Bermudes ne se soient pas encore concrétisés;

2. *Décide* de suivre de près l'évolution de la situation dans le territoire concernant le statut politique futur des Bermudes, et demande aux organismes compétents des Nations Unies d'aider ce territoire, s'il en fait la demande, à exécuter son programme d'éducation du public. »

²⁹ « Partenariat pour le progrès et la prospérité : le Royaume-Uni et les territoires d'outre-mer », Livre blanc présenté à la Chambre des communes le 17 mars 1999 par le Ministre britannique des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth; reproduit dans le document A/AC.109/1999/1, annexe.

³⁰ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 23* (A/62/23).